

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 février 2006
Français
Original: anglais

**Lettre en date du 24 février 2006, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de me référer à la décision que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a adoptée à sa quarantième réunion, tenue le 6 octobre 2005 à Addis-Abeba, et à la résolution 1633 (2005) du Conseil de sécurité en date du 21 octobre 2005 qui ont créé le Groupe de travail international sur la Côte d'Ivoire afin d'aider le Gouvernement ivoirien à mettre en œuvre son programme ainsi qu'à consolider et à renforcer les mécanismes de suivi existants. Le Groupe de travail international a tenu sa quatrième réunion à Abidjan le 17 février 2006, à l'issue de laquelle il a publié le communiqué ci-joint (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. **Annan**



**Annexe à la lettre en date du 24 février 2006, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

**Quatrième réunion ministérielle du Groupe
de travail international sur la Côte d'Ivoire**

Communiqué final

1. La quatrième réunion ministérielle du Groupe de travail international (GTI) s'est tenue à Abidjan le 17 février 2006, sous la coprésidence de S. E. M. Rodolphe Adada, Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères et de la Francophonie du Congo, et de M. Pierre Schori, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire. Étaient présents les ministres de la France, du Ghana, de la Guinée, du Niger, du Nigéria, de la République sud-africaine, ainsi que le Secrétaire général adjoint chargé des affaires humanitaires, le Haut Représentant pour les élections en Côte d'Ivoire, le Secrétaire exécutif de la CEDEAO, et les représentants des États-Unis d'Amérique, du Bénin, du Royaume-Uni, de l'Union africaine, de l'Union européenne, de l'Organisation internationale de la Francophonie et de la Banque mondiale.

2. Le Premier Ministre a exposé au Groupe les conclusions du séminaire organisé par le Gouvernement à Yamoussoukro du 9 au 11 février 2006, ainsi que les mesures qu'il entend prendre pour assurer le démarrage sans délai de la mise en œuvre effective de la feuille de route, en particulier en ce qui concerne le désarmement et l'identification. Le Groupe félicite le Premier Ministre d'avoir pris l'initiative de ce séminaire et des conclusions auxquelles il a abouti. Le Groupe salue l'esprit d'ouverture du Premier Ministre qui privilégie le dialogue avec tous les acteurs de la scène politique ivoirienne. À cet égard, il se félicite de la collaboration entre le chef de l'État et le Premier Ministre.

3. Le Groupe demande à toutes les parties ivoiriennes d'engager sans délai les opérations de désarmement et du processus d'identification de la population.

4. Dans le souci de créer un climat politique et social susceptible de permettre des avancées significatives dans l'application de la feuille de route, le Groupe exhorte toutes les parties ivoiriennes, en particulier les médias qui, par leurs appels répétés à la haine, constituent une entrave au processus de paix et de réconciliation, à s'abstenir de tels actes.

5. Les parties doivent s'engager à respecter strictement l'interdiction de manifestations publiques telle que stipulée dans le décret présidentiel en date du 12 décembre 2005. Les parties doivent également s'engager à amener leurs partisans à s'abstenir de toute déclaration ou de tout acte susceptible d'attiser les tensions politiques et sociales.

6. Le Groupe condamne avec force les récentes violences y compris contre le personnel et les biens des Nations Unies et des organisations humanitaires, notamment dans l'ouest du pays. Il déplore les pertes en vies humaines. Il rappelle aux autorités ivoiriennes leur obligation d'assurer la sécurité des personnes et des biens conformément aux normes et conventions internationales auxquelles le Gouvernement ivoirien a souscrit. À cet égard, le Groupe rappelle la déclaration du Secrétaire général des Nations Unies en date du 1^{er} février 2006 et exhorte les

autorités de l'État à veiller scrupuleusement au respect des principes régissant les activités des agences humanitaires en vue de faciliter leur retour et leur travail d'assistance et de protection des populations en détresse.

7. Le Groupe réitère que quiconque s'oppose au bon déroulement du processus de paix et de réconciliation s'expose à des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

8. S'agissant de l'Assemblée nationale, le Groupe rappelle la déclaration du Secrétaire général des Nations Unies en date du 29 janvier 2006 soulignant la nécessité d'éviter toute action unilatérale, rappelant que les parties doivent respecter strictement toutes les dispositions de la résolution 1633 (2005) du Conseil de sécurité et soulignant l'importance des décisions de l'Union africaine. Le Groupe a noté que le Secrétaire général a l'intention de rester en contact avec les parties concernées afin d'obtenir la mise en œuvre de la résolution 1633 et des décisions du Groupe de travail international.

9. Le Groupe souligne l'impérieuse nécessité de renforcer la sécurité du personnel et des installations de la radiotélévision ivoirienne (RTI) afin d'assurer son indépendance et de garantir l'accès libre et équitable à toutes les parties et sensibilités ivoiriennes. À cet égard, le Groupe prie le Premier Ministre de prendre les dispositions sécuritaires appropriées pour permettre à la RTI de remplir ses missions.

10. Le Groupe note les larges consultations menées par le Haut Représentant pour les élections avec les parties signataires des accords de paix, notamment l'Accord de Pretoria. Il endosse l'arbitrage du Haut Représentant pour les élections qui figure dans son communiqué du 16 février 2006 et selon lequel l'élection du bureau de la Communauté d'États indépendants est conforme à la lettre de l'Accord de Pretoria. Le Groupe endosse également la recommandation du Haut Représentant pour les élections d'inviter le chef de l'État, le Premier Ministre et les partis politiques à arriver le plus tôt possible à une entente politique pour assurer le fonctionnement effectif de la Communauté d'États indépendants avant le début du mois de mars.

11. Le Groupe lance un appel à toutes les parties ivoiriennes pour qu'elles coopèrent étroitement avec lui en vue de faciliter la mise en œuvre du processus de paix et pour qu'elles renoncent à la violence et privilégient le dialogue et la concertation pour régler tout différend.

12. Le Groupe tiendra sa prochaine réunion le 17 mars 2006 en Côte d'Ivoire.